

Initiatives ministérielles

également plus de 300 millions de dollars pour l'établissement de cette taxe. Ne pense-t-elle pas que ce sont des dépenses inutiles?

La députée a pris la parole aujourd'hui à la Chambre pour dire que nous ne faisons jamais de propositions en vue d'économiser de l'argent. Nous avons offert de renoncer à cette taxe, ce qui économiserait 300 millions de dollars; d'arrêter cette campagne publicitaire sur cette taxe ainsi que les autres publicités du gouvernement, ce qui économiserait 100 millions de dollars de plus et de diminuer le Cabinet de moitié, ce qui nous économiserait probablement 100 millions de plus. Pourtant, la députée siège ici jour après jour et prétend que nous ne faisons jamais de propositions.

En outre, mon collègue de Broadview—Greenwood a proposé une autre taxe. Les ministériels n'en ont jamais discuté.

Présentera-t-elle ses excuses à la Chambre pour avoir prétendu à tort que nous, de ce côté-ci, n'avions jamais fait de proposition?

Aussi, je voudrais qu'elle fasse des commentaires sur une autre question. Elle a cité tous ces chiffres sur la réduction du déficit. Je voudrais avoir la citation ici sous la main et, si j'avais su qu'elle allait débiter de telles bêtises, je l'aurais apportée avec moi. En 1985, le ministre des Finances a prédit que le déficit budgétaire du gouvernement serait cette année de l'ordre de 14 ou 15 milliards de dollars. Il a maintenant atteint les 30 milliards de dollars. Ne pense-t-elle pas qu'il est temps que le gouvernement laisse la place à un autre qui puisse bien gérer notre pays, au lieu continuer le désastre dont il se rend coupable?

Mme Dobbie: Eh bien, madame la Présidente, à entendre les chiffres cités par mon honorable ami d'en face, je peux certainement comprendre pourquoi il n'est pas critique des finances. On voit qu'il ne connaît absolument rien au fonctionnement des finances du pays. Il a l'air de penser qu'on peut trouver 100 millions de dollars par ici et 100 millions de dollars par là. Voilà le genre de raisonnement qui nous a menés au point où nous en sommes maintenant. Ils dépensaient 100 millions par ici, 100

millions par là et 100 millions ailleurs. En un rien de temps, le pays s'est endetté jusqu'au cou.

De plus, le député a souvent dit à la Chambre que, d'une façon ou d'une autre, nous ne devons pas dépenser d'argent pour des programmes d'information visant à renseigner le public sur les activités du gouvernement et sur ses projets. C'est peut-être ainsi que les libéraux dirigeaient le pays pendant leur mandat. C'était le temps de la peur, du secret, alors que la main droite ne savait pas ce que la gauche faisait.

Le gouvernement actuel est un gouvernement ouvert, et nous estimons qu'il est important que les Canadiens non seulement sachent ce que nous faisons, mais qu'ils le comprennent. Nous prenons le temps et nous faisons les efforts nécessaires pour nous assurer qu'il y a place pour le débat et la discussion, une discussion et un débat éclairés.

Il est vrai que les campagnes d'information coûtent de l'argent. Mais, à mon avis, il est extrêmement important d'informer les Canadiens sur les affaires du gouvernement, et c'est d'ailleurs un très bon investissement, car ils pourront ainsi faire une évaluation appropriée quand viendront les prochaines élections et que l'opposition libérale mordra la poussière encore une fois.

M. John Harvard (Winnipeg St. James): Madame la Présidente, je voudrais dire, en réponse aux commentaires que vient de faire le ministre des Transports, que le Parti libéral respecte l'individualité. Il n'est pas monolithique et ne réduit pas au silence les gens qui veulent exprimer leur point de vue. Quand le personnel de sécurité d'un hôtel ou des préposés à la sécurité commettent ce que certains qualifient d'erreurs, que se passe-t-il? Nous sommes tout simplement libres de commenter ou non ces incidents. C'est tout ce que j'ai à dire à ce sujet. Tant que le Parti libéral défendra la démocratie, la franchise et l'équité, il continuera d'agir ainsi.

Je voudrais poser une question à la députée de Winnipeg—Sud. Elle nous a demandé il y a quelques instants à peine si nous avons un plan clair et bien défini. Le gouvernement nous a posé cette question tellement souvent que je voudrais, à mon tour, la poser à la députée de Winnipeg—Sud. Au cours des cinq dernières années, le gouvernement a plus que doublé la dette de notre pays, la faisant passer de 170 milliards à 360 milliards de dollars. C'est tout un bond, pour ne pas dire un pas de